

POUR LA DEFENSE DE L'ECOLE EN GUADELOUPE MOBILISONS-NOUS !

En dépit des nombreuses actions menées par l'Intersyndicale de l'Éducation (lettre ouverte au recteur, motion, boycott des CTPA, grève ...) l'administration reste sourde à nos revendications et continue à appliquer sa politique de démantèlement du système scolaire en Guadeloupe. Les récentes mesures prises sans concertation et les réformes hasardeuses ont contribué à l'aggravation de la situation.

Personnels de l'éducation, parents, l'heure est à la mobilisation !

Nous ne pouvons assister sans rien dire à la dégradation de notre système éducatif !!

Unissons toutes nos forces pour dire :

NON aux fermetures de classes et aux suppressions de postes administratifs et d'enseignement (premier et second degré) qui ont pour conséquences :

- l'aggravation des conditions de travail et d'apprentissage (classes surchargées ou à plusieurs niveaux, disparition des groupes à effectif réduit en langue et en sciences dans les collèges, multiplication des postes à complément de service...)
- la réduction du nombre de places offertes aux redoublants des classes de Terminales et aux lauréats des BEP
- une orientation systématique des élèves par défaut qui hypothèque leur avenir
- la réduction du nombre de postes offerts aux concours externes et internes pour nos jeunes diplômés et contractuels
- la disparition de certaines options dont la principale victime est l'enseignement des Langues et Cultures Régionales (LCR)

NON à la désorganisation du fonctionnement des écoles élémentaires et aux pressions exercées par certains IEN pour l'application d'une réforme du premier degré imposée dans la précipitation et sans concertation

NON à la disparition du BEP au profit du BAC PRO en trois ans, augmentant le nombre de jeunes sortant du système sans diplôme

NON au mépris affiché par le gouvernement qui, pour camoufler sa politique éducative néfaste pour l'avenir de l'école, (suppression prévue de 13500 postes) tente d'acheter notre conscience par l'octroi d'une prime annuelle de 500 euros pour trois heures supplémentaires effectuées

NON aux pressions et aux menaces contre le droit de grève (service minimum d'accueil des élèves et déclaration d'intention de participation à une grève).

Mobilisons-nous pour exiger :

- la réouverture des classes **et des options** partout où cela s'impose
- la réduction du nombre de postes à complément de service et le rétablissement des postes à temps complet
- **un état exhaustif des heures supplémentaires années dans chaque établissement et dans chaque matière**
- **la transformation des heures supplémentaires en heures poste**
- **une réelle politique de gestion des remplacements dans l'académie**
- le respect du calibrage des postes
- le respect des textes encadrant le statut des personnels
- un plan de formation des Assistants Pédagogiques
- la transformation des contrats aidés EVS en contrat d'Assistant Pédagogique
- un plan **ambitieux de résorption de l'emploi précaire**
- un bilan de l'accompagnement éducatif mis en place dans l'académie
- une meilleure prise en charge des enfants en situation de handicap
- **le respect des minima horaires en SEGPA**
- la reconnaissance **de** la place et le développement de l'enseignement des Langues et Cultures Régionales (LCR) au même titre que les autres langues vivantes
- une meilleure politique de couverture sanitaire des établissements scolaires par l'augmentation de l'effectif médical, paramédical et social, et par l'amélioration des moyens matériels d'exercice dans tous les établissements
- **la mise aux normes des bâtiments scolaires et un maximum de 600 élèves par collège.**

***L'Éducation, la formation et l'emploi sont menacés.
Refusons cette politique nocive pour l'École et pour la
jeunesse de Guadeloupe.***

**Tous en grève
à partir du Jeudi 11 Septembre
2008.**

**Rassemblement à 9 heures
devant le rectorat (site Assainissement).**

**CGT-SEP FAEN-SNCL FO-Education FSU
SNETAA-EIL SPEG UNSA Education**